

Risque de panne pour le Grand Paris

Gérald Rossi Mardi, 29 Juillet, 2014



Les Franciliens qui subissent quotidiennement des conditions de déplacement désastreuses, devront encore attendre les améliorations. Crédit: Reuters

Une augmentation de la taxe de séjour dans les hôtels devait contribuer au développement des transports en commun. Le gouvernement, soutenu par les députés PS, UMP et UDI, l'a refusée.

Nouveaux nuages sur le Grand Paris. La météo n'y est pour rien, car c'est de finances qu'il s'agit. Rappelons que ce projet structurant pour la région francilienne prévoit la construction de 200 kilomètres de métro automatique et de 72 gares, dont l'ambition est de faciliter les liaisons entre les aéroports, les pôles économiques et universitaires, des secteurs d'habitat actuellement mal desservis. Le tout à l'horizon 2030 et pour un budget estimé à 22,6 milliards d'euros. Il s'agit aussi d'améliorer le réseau existant. La somme de 150 millions d'euros annuels est estimée nécessaire pour ces modernisations attendues avec impatience par les usagers. En ces périodes de réduction drastique des financements publics (notamment l'amputation de 27 milliards sur trois ans des dotations aux collectivités publiques), une piste de financement avait été trouvée, avec l'instauration supplémentaire d'une taxe régionale de séjour. Tout semblait bien parti jusqu'à ce que le ministre Laurent Fabius, notamment chargé du Tourisme, relaye l'opposition des professionnels du secteur. Alors que, comme disait d'ailleurs récemment Pierre Serne, vice-président (EELV) de la région Île-de-France, « les touristes qui fréquentent la région parisienne profitent des transports en commun sans participer à leur financement ».

Un manque criant d'entretien du réseau ferré national

Mais le gouvernement a suivi son ministre. Après avoir obtenu des députés un refus de la mesure avec le vote nocturne d'une majorité PS, UMP, UDI, le premier ministre a assuré que « le gouvernement proposera, dans le cadre de l'examen de la loi de finances pour 2015, les dispositions nécessaires pour assurer un financement annuel de 140 millions d'euros ». Un décalage temporel qui a fait réagir le sénateur communiste et président du conseil général du Val-de-Marne, Christian Favier, pour qui « cette suppression est une décision lamentable pour les transports à l'heure où les experts mettent en évidence un manque criant d'entretien du réseau ferré national, où la régularité fait défaut et où les Franciliens vivent de plus en plus mal leurs conditions de déplacement ». La socialiste maire de Paris, Anne Hidalgo, regrette aussi ce vote, alors « qu'une solution de compromis, travaillée avec le gouvernement, avait pourtant été trouvée afin de garantir le financement de l'attractivité touristique de la capitale ». Pour Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EELV : « Il faut avoir une vision à long terme. Je regrette fortement cette décision. » Manuel Valls a également indiqué que « la réalisation du Grand Paris express sera - accélérée » de deux ou trois ans. Dans cette perspective, la Société du Grand Paris (SGP) devra enclencher une vitesse supérieure pour la construction du réseau automatique et des stations, et donc dépenser plus vite son budget. De son côté, la région dit vouloir utiliser au plus vite, pour améliorer le réseau existant surchargé et parfois vétuste, les deux milliards d'euros qui ont été mis à sa disposition par la SGP. Cette dernière comptait un peu sur cette « réserve » pour emprunter comme prévu une vingtaine de milliards, car pour concrétiser une telle opération, elle doit pouvoir disposer d'un milliard de dotation d'État en fonds propres. Lequel a repoussé la possibilité de nouvelles rentrées financières. Tout en voulant accélérer la machine...

Rigueur et services publics. « Les collectivités locales ont continué de dépenser et d'embaucher en 2013 », titrait hier les Échos. Avant d'affirmer que « certains élus locaux se moquent comme d'une guigne de la rigueur ». Que des élus fassent plutôt le choix de services publics de qualité, c'en est manifestement trop pour le journal patronal.